

CHRONIQUE |

La pandémie a abîmé la capacité à discuter



par Luc Bronner

Liberté, égalité, fraternité. Des trois piliers théoriques de la République française, le troisième est le moins débattu, sans doute parce qu'il est le plus difficile à saisir, le moins politique, le moins juridique, le plus moral des trois. Et pourtant. Dans la triple crise, sanitaire, sociale et économique, que connaît la France depuis plus d'un an, la fraternité n'est pas un ressort anodin, et peut être utile pour traverser et regarder autrement les douze prochains mois, jusqu'à l'élection présidentielle.

Alors, oui, évidemment, la fraternité n'est pas exactement ce qui transpire des bulles déformantes, auto-entretenues, que représentent, entre autres, CNews et Twitter, miroirs amplifiés d'une petite partie des angoisses françaises. Par peur de sous-estimer ces fractures, séquelle du traumatisme de l'élection présidentielle de 2002, le risque est grand, paradoxalement, de les surestimer : après tout, si CNews progresse régulièrement, elle n'est que la douzième chaîne du paysage audiovisuel français (1,8 % d'audience en avril, derrière, par exemple, RMC découverte, W9, C8, Arte et France 5). En comparaison, France 3, dont le modèle éditorial est aux antipodes, fondé notamment sur le récit des fraternités locales, est un mastodonte (8,8 % d'audience).

Que venons-nous de vivre pendant quatorze mois ? Deux mouvements majeurs, inédits, et dont les effets seront importants, même s'ils sont difficiles à mesurer, sur l'élection présidentielle et bien au-delà en réalité. Le premier, c'est que des dizaines de millions de Français ont accepté, par sens de l'intérêt général, par solidarité, par peur aussi, parfois les trois ensemble, de mettre entre parenthèses une grande partie de leur vie sociale et collective, y compris familiale.

On peut certes insister sur les exceptions, les dérives, les contestations, les querelles, et il y en a eu, et il y en aura encore, mais, globalement, la société a tenu, elle a fait bloc alors que le nombre de victimes est considérable (plus de 100 000 morts) et qu'il a fallu réduire drastiquement les libertés individuelles. Le pire, qui est toujours annoncé, n'a pas eu lieu.

Appétit social immense

Le deuxième événement est aussi spectaculaire. Dans un pays où les disputes fiscales ont toujours constitué des risques politiques considérables, l'Etat a procédé à une redistribution gigantesque des ressources. Le caractère inédit tient d'abord aux montants distribués : plus de 160 milliards d'euros en 2020 pour faire face à cette crise à travers les fonds de solidarité, le financement du chômage partiel, les dépenses de sécurité sociale, etc.

Il tient ensuite au fait que cette opération de solidarité nationale, massive, hors norme, n'a pas été contestée, ou seulement à sa marge, comme si la fraternité était une évidence. Là non plus, le pire n'a pas eu lieu. Cela ne signifie évidemment pas que la conflictualité a disparu : faudra-t-il, demain, taxer les riches ? Les épargnants ? Les retraités ? Les entreprises ? Mais la nature de la discussion sur les dépenses publiques, qui structure une partie des débats politiques depuis trente ans, a ainsi fortement évolué.

Voilà pour les bonnes nouvelles sur le front de la solidarité. A l'inverse, la crise a profondément abîmé un pilier essentiel de la vie démocratique : la capacité à discuter, à échanger, à se disputer, ciment de la fraternité à la française. Où se sont donc forgées les opinions dans cette période ? Très peu dans les cafés, beaucoup moins que d'habitude dans les repas de famille, les entreprises, les associations ou à travers les discussions entre amis. Et plus qu'auparavant devant la télévision ou les réseaux sociaux, notamment Facebook ou YouTube, pour les plus jeunes.

Les optimistes insisteront sur l'appétit social immense d'une partie de la population après cette année de privation. Les plus pessimistes observeront plutôt les décrochages et les radicalisations. Il faut convenir que les deux existent.

Une alerte

Quelles conséquences sur un plan politique ? Les élections municipales ont constitué un accident démocratique majeur avec une abstention record, due à la peur du virus, en mars et juin 2020. Le contexte était exceptionnel, certes, mais il s'agit d'une alerte.

Les élections départementales et régionales, fin juin, ne devraient pas inverser la tendance, plombées par le calendrier et la focalisation sur les effets de la pandémie. Et pour l'année électorale 2022 avec le scrutin présidentiel puis les élections législatives ? En 2017, 14 % des inscrits n'avaient participé à aucun des quatre tours (présidentielle et législatives), soit 6,1 millions d'électeurs qualifiés par l'Insee d'« abstentionnistes systématiques ». Seulement 35 % des inscrits avaient voté à tous les scrutins (15,6 millions). C'est dire que la participation systématique aux scrutins n'est une évidence que pour une minorité de la population adulte.

C'est dire aussi que les effets de la mobilisation, ou de la démobilisation, des électeurs peuvent être considérables, et complètement modifier le visage d'une élection. Au premier tour, en avril 2017, Emmanuel Macron avait terminé en tête avec 8,65 millions de voix. Derrière, Marine Le Pen s'était qualifiée avec 7,67 millions de voix. Soit 465 000 suffrages d'avance sur François Fillon.

En 2002, Lionel Jospin avait été éliminé face à Jean-Marie Le Pen pour moins de 200 000 voix dans un scrutin marqué par une participation faible. Dans les deux cas, l'écart représentait moins de 1 % des électeurs inscrits. L'abstention, premier des enjeux du scrutin présidentiel. Plus que jamais.